

Lectures

Les notes critiques

/

2012

Politiques culturelles et jeu d'échelles, une mise en perspective à partir des (re)configurations locales

SYLVIA GIREL



Vincent Dubois (dir.), *Le politique, l'artiste et le gestionnaire. (Re)configurations locales et (dé)politisation de la culture*, Editions du Croquant, coll. « Champ social », 2012, 274 p., ISBN : 978-2-365-12003-6.

Notes de la rédaction

Cette note critique paraîtra également dans le numéro 22 de la revue *Sociologie de l'art - OPuS*.

Texte intégral

PDF

- 1 S'il est aujourd'hui un domaine où les études sont aussi nombreuses que complémentaires, parfois divergentes, croisant, opposant ou superposant les points de vue des chercheurs et des disciplines (histoire, sociologie, sciences politiques, économie, sciences de l'information et de la communication) c'est bien celui dédié aux politiques culturelles. En effet, après une phase d'émergence et la constitution d'un domaine de

recherche à part entière, une autre de diversification et de démultiplication des travaux et des publications on observe que les parutions - dont celle qui fait l'objet de cette recension - engagent un double mouvement : d'une part un travail de synthèse et une mise en perspective réflexive des analyses produites et des connaissances acquises, d'autre part la mise en chantier ou l'exploration de thématiques encore peu abordées (parce qu'elles sont émergentes, parce que le poids de leur influence avaient jusqu'alors été peu considéré, etc.). Ces perspectives sont rendues possibles par un ensemble de recherches conséquent, par la constitution de réseaux de spécialistes¹, par une confrontation de leurs points de vue et une mise en collaboration de leurs travaux, autant d'éléments qui permettent d'envisager la cumulativité des savoirs et des résultats, après leur « accumulation ».

- 2 En termes d'approches, les dimensions chronologiques et historiques souvent privilégiées se doublent d'une attention portée à des analyses transversales et comparatives, où la question des échelles et des contextes devient essentielle et engage le déploiement, la systématisation de différents niveaux d'observation : international par exemple et comme l'a proposé Philippe Poirier avec *Pour une histoire des politiques culturelles dans le monde, 1945-2011*² ; local comme le propose donc Vincent Dubois dans *Le politique, l'artiste et le gestionnaire. (Re)configurations locales et (dé)politisation de la culture*. Écrit avec la collaboration de Clément Bastien, Audrey Freyermuth et Kevin Katz, cet ouvrage s'organise autour de sept chapitres, auxquels s'ajoutent introduction, conclusion et article complémentaire, composant un ensemble de textes relevant pour une part d'études de cas et, pour une autre, d'analyses socio-historiques de portée plus générales. Pour citer pêle-mêle la diversité des villes étudiées ou évoquées : Bordeaux, Bron, Carpentras, Chalon sur Saone, Givors, Ivry, Lille, Lyon, Montbéliard, Nantes, Orange, Strasbourg, Toulon, Tourcoing... Quant aux thématiques générales, elles émergent au fil des chapitres : le premier retrace l'histoire originale de la FNCCC (Fédération nationale des centres culturels communaux) et le jeu de concurrence avec la politique conduite par le ministère. Le deuxième chapitre, montre à travers l'exemple de Givors les étapes et les transformations dans l'élaboration d'une politique culturelle locale, en l'occurrence portée par le PCF, marquée par la référence ouvriériste et qui va se rapprocher d'un modèle de gestion national, modifiant le paysage culturel local. Le troisième chapitre, revient sur les dilemmes de l'institutionnalisation, et sur les déplacements et glissements opérés au regard de l'ancrage social de la culture, l'action culturelle d'abord imbriquée au social, devient « désencastrée », instrumentalisée, etc. modifiant les modalités à l'œuvre dans l'offre culturelle. Le quatrième chapitre s'attache à l'analyse de 48 « affaires » situées dans 42 villes, et met au jour une diversité de situations de crises et de conflits : démissions, mutations forcées, licenciements, censures, suppression d'événements, etc. montrent bien les tensions et enjeux de pouvoirs qui se jouent entre les acteurs des politiques culturelles (notamment élus et professionnels). Le cinquième chapitre propose de saisir les enjeux et effets produits par la création des intercommunalités et la généralisation en leur sein de la compétence culturelle, exposant les avantages (logique de coopération, synergie, développement économique, etc.) et les inconvénients (problèmes de compétences des élus, défaut d'identité du territoire de l'intercommunalité et difficultés d'appropriation pour les individus, politique de façade, etc.) spécifiques à ce nouvel espace de gestion publique de la culture. Le sixième chapitre s'intéresse aux relations complexes entre territoires/économie/culture, considérant ce tournant qui, dans les politiques culturelles, voit le développement économique territorial devenir un nouveau crédo. A la suite, le septième chapitre prolonge ces questions sur les

enjeux économiques en traitant du mécénat, pointant les écarts entre discours d'intentions et pratiques réelles (l'injonction aux entreprises prenant le pas sur leur volontarisme) et mettant en avant les difficultés de ce mode d'intervention face à un système public et institutionnalisé. Un texte supplémentaire vient à l'appui de l'ensemble des précédents et pose plus spécifiquement les bases (théoriques et méthodologiques) de cette sociohistoire des politiques locales, expose les manières de construire cet objet et les effets de connaissance que permet la focale sur l'échelle locale.

- 3 L'enjeu, sous l'angle du local, est d'éclairer l'histoire des politiques culturelles et d'interroger le processus d'institutionnalisation, ses évolutions et ses transformations : « Dans la perspective d'une sociologie historique des politiques culturelles visant à restituer des relations effectives d'agents des champs politiques en vue d'une offre publique de culture dont la production a des effets en retour sur le fonctionnement du champ culturel. » Au fil des chapitres se dessine les spécificités et originalités de ce qui se joue au niveau local, la difficulté mais aussi toute la richesse des politiques lorsqu'elles sont ancrées dans un espace social et spatial « situé », délimité, espace qui est à chaque fois spécifique et singulier (par son territoire et ses personnalités), mais tout autant dépendant et lié à d'autres espaces d'organisation et de décision, ceux à proximité (villes voisines) ou ceux en surplomb (Etat, Région, Intercommunalité).
- 4 Pour en rendre compte, cette note propose de repérer quelques uns des éléments qui traversent les textes et qui invitent à réfléchir sur les liens entre politiques, artistes et gestionnaires, certes, mais aussi à la manière collective de les aborder par ces chercheurs et qui engage à (re)discuter un certain nombre de problématiques : le leitmotiv d'un modèle centralisé spécifiquement français (« contrairement à ce que tend à faire accroire la vulgate historique les présentant comme un prolongement direct d'un héritage colbertiste, la centralisation des politiques culturelles n'avait rien d'inéluctable, mais constitue l'issue de ces conflits de compétences entre échelons local et national »), les paradoxes et contradictions entre des enjeux culturels, des orientations politiques et des logiques économiques (« Cela se traduit aussi par la remise en cause du principe selon lequel les politiques culturelles poursuivent des finalités avant tout culturelles. Cette évidence s'est progressivement délitée puisqu'aujourd'hui on voit très nettement - au niveau local mais pas seulement - l'imposition, la diffusion d'une rhétorique très economiciste par le biais du développement économique »), par exemple. En arrière-plan, il est à noter qu'il s'agit de proposer une approche où ne figurent pas seulement les notions de différends, de conflits, d'échecs, de rupture mais aussi ceux de compromis, de négociation, « d'échanges positifs », « de consensus communautaire ».

D'autres manières de faire, d'autres manières de voir

- 5 Si l'accent a souvent été mis sur l'échelle nationale d'organisation des politiques culturelles, les exemples de politiques locales étant souvent rapportés, mesurés à un modèle général et/ou idéal, on (re)découvre dans cet ouvrage, à partir d'approches monographiques et de cas spécifiques, comment ont été façonnées très concrètement des actions, des programmes, des dispositifs et la manière dont ils forment l'arrière-plan de ce long processus d'institutionnalisation global dont les étapes et différentes époques ont été

largement analysées (voir du même auteur la réédition de Vincent Dubois, *La politique culturelle. Genèse d'une catégorie d'intervention publique*, Paris, Belin, 2012). L'exemple de la décentralisation est avancé, et au-delà du processus formel acté par des lois, les logiques d'action locales révèlent toute leur importance bien que moins visibles, parfois conduites avec plus de passion que de concertation suscitant l'adhésion des uns, la contestation des autres. Les auteurs à l'appui des travaux sur le sujet rappellent que les municipalités montrent tôt leur volonté et capacité à s'organiser, à impulser des politiques culturelles qui ont en commun avec celle nationale un certain nombre de traits caractéristiques (des objectifs de démocratisation au soutien à la création en passant une logique d'institutionnalisation et de formalisation), mais qui, en termes de formats, de contenus et d'orientations diffèrent parfois franchement. L'exemple de la Fédération nationale des centres culturels communaux (FNCCC) devenue par la suite Fédération nationale des communes pour la culture (FNCC) et qui fait l'objet d'une analyse détaillée en témoigne, et engage à voir sous un angle original les conflits qui se jouent dans la mise en concurrence des échelles de décision : « La Fédération tend en effet à privilégier un mode d'élaboration de la politique – qui parte de l'expérience pratique de la "base" et ne procède pas de l'imposition du "haut" vers le "bas". Tentatives de faire valoir d'autres manières de faire [...] d'autres manières de voir et donc d'autres manières de construire l'action culturelle comme secteur d'intervention » ; proximité, simplicité, étant privilégiés, « de là découle la préférence ostensiblement accordée à la "pratique" sur la "théorie", à la "modestie" sur "l'ambition". »

Un mouvement général d'institutionnalisation, des moments de bascule et des inflexions

- 6 Sur le terrain, c'est l'idée même de ce qu'est « la culture » et de ce que doivent (et devraient être) « les politiques publiques » dans ce domaine qui fluctue : « Les pouvoirs publics, en menant des "politiques culturelles", fixent et objectivent – plus ou moins précisément et plus ou moins explicitement – une définition de la culture, indissociablement produite et productrice de la représentation dominante de la culture. En dénommant "culturelles" certaines de ces interventions et ces institutions et, partant, en désignant comme "culturels" les objets traités par ces interventions et ces institutions - à l'exclusion d'autres – ils contribuent à produire ou entretenir les principes de vision ou de division du monde social. » Et de fait, si l'analyse vaut pour les différents « pouvoirs publics », on imagine la diversité des possibles : d'emblée coexistent une pluralité de définitions, de représentations dominantes (et d'autres dominées), de visions et de divisions, selon l'échelle et les d'instances de décision considérées. Ainsi s'il y a un mouvement général d'institutionnalisation des arts et de la culture commun et repérable, dans un même temps il y a des trajectoires extrêmement variées, des temporalités et une chronologie différentes au sein des municipalités, des intercommunalités, etc., et on ne manque pas de repérer des mouvements de bascule et des inflexions, liés aux changements conjoncturels, structurels, dans le monde politique (par exemple passage de gauche à droite ou inversement, le cas de l'extrême droite à Orange, Chateaufallon... étant

plus que significatif de ces bascules), dans les mondes de l'art (professionnalisation, croissance du nombre et de l'emprise des gestionnaires, rationalisation et formalisation des décisions, etc.), etc. L'exemple de Givors traité de manière approfondie illustre bien ce mouvement, avec des transformations dans les prises de décision, des mutations dans le partage des rôles selon les époques et entre des acteurs différents (au regard de leurs statuts, de leur nombre et de la nature de leurs engagements). Le choix des artistes pour l'espace urbain est exemplaire : « Les œuvres de Salendres et Reynaud manifestent ainsi l'importante redéfinition de la politique culturelle locale [...]. Apparue à la faveur d'un populisme culturel militant cette politique en vient peu à peu à être régie en références à des principes édictés au sein de l'espace des "techniciens" qui eux aussi interviennent au nom du peuple. »

Des situations très contrastées

- 7 Parmi les mutations les plus marquantes à l'échelle locale, « surpolitisation d'un côté, économicisation d'autre », montrent « le risque, parfois avéré, [...] d'une dilution des politiques de la culture et d'une perte de l'autonomie des acteurs du champ culturel qui se retrouvent contraints à ajuster leurs propositions à des finalités ou des logiques qui leur échappent. » Ainsi, la redistribution et réorganisation des rôles au niveau des décisionnaires, entre les acteurs du politique, du privé (mécénat), du public et du monde associatif, avec une professionnalisation accrue produisent une forme de (dé)politisation, alors que dans un même temps, l'intérêt des politiques se pluralise (« l'investissement culturel ayant pu fonctionner comme un marqueur de la gauche, quand le fait même de considérer les questions de culture était traditionnellement mal considéré au sein de la droite traditionnelle »). La situation contemporaine n'est pas exempte de paradoxes : structuration et organisation vont de pair avec normalisation et homogénéisation, produisant un certain nombre d'effets non recherchés, dans un domaine où il n'est pas simple de conjuguer liberté et dynamique de création (et de réception) avec des choix et des orientations économique-médiatico-politique. L'échelle locale, permet d'explorer ces paradoxes, de mettre en avant aussi bien des processus et des logiques collectivement partagés, que des situations critiques et très contrastées. La création d'échelles supplémentaires, nouvelles, différentes ou transversales (comme l'intercommunalité), vient modifier les équilibres en place, semer le trouble et générer une concurrence (réelle ou seulement supposée), une forme de désorganisation : autant d'éléments positifs et dynamiques quand ils permettent d'enclencher une politique culturelle auparavant statique ou inexistante, de créer des liens et un environnement favorable (pour les artistes et les publics) ; mais négatifs et contraignants quand ils viennent mettre à mal une politique culturelle déjà présente et ancrée localement.

Mise en perspective, une pluralité à (re)considérer

- 8 Plutôt qu'un modèle de politique qui serait différemment appliqué selon les sites et « les localités », c'est bien des processus en cours, qu'il nous est donné d'observer (avec ce que

cela implique de fluctuations et de réversibilité). Sans cesse reconfigurées et repensées, discutées et disputées, les politiques culturelles localisées mettent au jour et à jour une diversité des situations et viennent infléchir, à tout le moins faire réfléchir, sur un certain nombre d'habitus de pensée. Ainsi, la variabilité des modèles et des orientations proposées - plus souvent abordée sous l'angle de l'hétérogénéité, de la confusion, de l'inégalité ou de la disparité - peut faire l'objet d'une approche méthodologique structurée et adaptée, qui engage à « faire du local le site de l'analyse », à « le considérer moins sous l'angle de ses spécificités que sous celui des observations généralisables dont il peut être l'occasion » ; il s'agit d'« isoler celles des caractéristiques spécifiques au site qui apparaissent comme déterminantes dans l'observation du processus général étudié ». On pensera ici à Augustin Girard, à qui cet ouvrage est d'ailleurs dédié, quand il disait vouloir « aider la vie culturelle telle qu'elle est vécue par la multiplicité des citoyens sur tout le territoire », « favoriser et accueillir la demande locale, dans son foisonnement hétéroclite. [...] La culture d'aujourd'hui est plurielle, et le problème de l'action culturelle publique est de transformer ce pluralisme en valeur collective. »³ L'ouvrage met en avant un ensemble de connaissances jusqu'alors dispersées qui viennent étayer cette façon de penser, tout autant qu'il engage à revisiter dans leur application locale les concepts clés des politiques culturelles (action culturelle, décentralisation, développement culturel, démocratisation, légitimation, populisme, pratique culturelle, territorialisation...). Il permet en outre, de prendre la mesure – notamment pour les étudiants qui découvrent ce domaine - de ce qui sépare les politiques culturelles en théorie, dans les discours d'intention, et sur le terrain, au regard de leur application ; de montrer que leur efficacité, à défaut de reposer seulement sur une unité d'action et un partage d'orientation (avec comme horizon la démocratisation), sur une définition stabilisée et invariable de la culture et des politiques dans ce domaine, se conjugue en fait avec une pluralité de manières de faire et de penser, et sans que ce soit nécessairement un problème à régler. « Dès lors, procéder à des études de cas locales peut contribuer tant à restituer la diversité possible des formes de l'intervention publique dans le domaine culturel qu'à mieux connaître les pratiques localisées qui ont aussi participé à la mise en forme des politiques nationales ». Il s'agit d'«adopter un point de vue », de « limiter la portée du regard » non pour le restreindre mais bien pour engager à voir quelque chose, à voir d'autres choses ou les mêmes choses mais autrement. Une invitation, en termes de recherche et de réflexion, à se déprendre d'une analyse des situations au prisme d'un modèle idéal (qui serait national), pour repenser l'échelle des légitimités entre les acteurs, les instances et les espaces et (re)considérer les propositions et logiques d'action comme émanant « d'ici » et « de là », et non seulement « d'en haut » ou « d'en bas ».

Notes

1 Dont le Comité d'histoire du ministère de la Culture, l'Observatoire des politiques culturelles par exemple.

2 *Pour une histoire des politiques culturelles dans le monde, 1945-2011* sous la direction de Philippe Poirrier, Comité d'histoire, La Documentation française, 2011, <http://lectures.revues.org/6357>.

3 Source : *L'invention de la prospective culturelle. Textes choisis d'Augustin Girard*, 2010-1, janvier 2010, <http://www.culture.gouv.fr/deps>.

Pour citer cet article

Référence électronique

Sylvia Girel, « Politiques culturelles et jeu d'échelles, une mise en perspective à partir des (re)configurations locales », *Lectures* [En ligne], Les notes critiques, 2012, mis en ligne le 11 décembre 2012, consulté le 13 décembre 2012. URL : <http://lectures.revues.org/10128>

Rédacteur

Sylvia Girel

Maitre de conférences HDR en sociologie, Université d'Aix-Marseille.

Articles du même rédacteur

« **Pour une éthique de la médiation culturelle ?** », *Raison présente*, n° 177, 1^{er} trimestre 2011 [Texte intégral]

Philippe Poirrier (dir.), **Pour une histoire des politiques culturelles dans le monde (1945-2011)** [Texte intégral]

Yves Alpe, Alain Beitone, Christine Dollo, Jean-Renaud Lambert, Sandrine Parayre, *Lexique de sociologie* [Texte intégral]

Tous les textes

Droits d'auteur

© Tous droits réservés